



Rapport de la Banque Mondiale sur la Situation économique au Maroc

Executive Summary

Préparé par la Commission Intelligence économique

20 juillet 2020

Le Maroc a réalisé de considérables progrès économiques et sociaux ces vingt dernières années par le biais des investissements publics, des réformes structurelles ainsi que des mesures permettant une stabilité macro-économique. Toutefois, le choc imprévu de la COVID-19 a entraîné l'économie dans une récession, la première depuis 1995, qui **risque de faire subir à l'économie le double impact des chocs économiques intérieur et extérieur.**

Croissance économique

Au cours des **dix dernières années, la croissance économique s'est révélée modérée, mais volatile.** Elle est **restée relativement atone en 2019, et inférieure à son potentiel.** Parallèlement, l'économie extérieure s'est améliorée et est restée soutenable malgré certaines vulnérabilités.

Jusqu'à la fin 2019, **les exportations ont augmenté de 2,4 %** par rapport à 2018, principalement grâce à la hausse des exportations des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, la bonne performance des recettes touristiques (7,8 %), des réserves internationales nettes (6,5 %) et la **réduction des importations d'énergie (-7,2 %** grâce à la chute des prix du pétrole) ce qui a favorisé la **réduction du déficit du compte courant à 4,1 % du PIB en 2019.**

Selon le scénario de base, le PIB réel diminuera de 4 % en 2020, bien loin de l'augmentation de 3,6 % prévue avant cette épidémie. Cette contraction est notamment due à la chute de la production des biens et services, la réduction des exportations, la perturbation des chaînes de valeur mondiales ainsi qu'au déclin du tourisme sous l'effet de la fermeture des frontières et des mesures restreignant la mobilité.

Marché du travail

La création d'emplois a suivi la tendance à la baisse de la croissance économique. Avec l'arrivée annuelle de 300000 nouveaux entrants sur le marché du travail, la création nette d'emplois s'avère insuffisante.



Les entreprises sont affectées par les perturbations des chaînes de valeur, la réduction de la mobilité des travailleurs, les fermetures temporaires ainsi que le ralentissement de la demande mondiale. Les effets négatifs combinés ont conduit à des pertes d'emplois et de revenus. **En 2019, le taux de chômage est resté élevé à 9,2 %**. Parallèlement, le taux d'activité connaît un déclin prolongé et passe sous la barre des 46 %.

Le travail informel est très répandu. **Seuls 17 % de la population active occupent un emploi formel et moins de 10 % occupent un emploi formel dans le secteur privé.**

Finances, budget et dette publique

La Banque Mondiale prévoit que **l'épidémie creusera le déficit budgétaire et aggravera la dette publique tant en 2020 qu'en 2021**. Des augmentations considérables sont prévues en 2020 en raison des dépenses supplémentaires de santé et de protection sociale. Cette combinaison de dépenses pour protéger les ménages et les entreprises creuseront le **déficit budgétaire global pour atteindre 7,5 % du PIB en 2020** (contre un déficit prévu de 3,7 % avant l'épidémie).

Par conséquent, **la dette publique croîtra pour atteindre 75,2 % du PIB en 2020**. À moyen terme, le déficit budgétaire se réduira progressivement pour se situer en moyenne à 4,1 % du PIB sur la période 2020–2024, contre les 3,3 % prévus avant l'épidémie de COVID-19.

La dette de l'administration centrale augmentera et atteindra 77,8 % du PIB en 2022 sous l'effet du lent redressement économique à la suite du choc de l'épidémie de COVID-19, et se réduira progressivement pour atteindre 74,5 % d'ici 2025.

Perspectives

Selon la Banque Mondiale, l'économie traversera une **profonde récession en 2020, principalement en raison de l'épidémie de COVID-19**, mais aussi des difficultés du secteur agricole dues à la faiblesse des précipitations.

La croissance du PIB réel du Maroc a été revue à la baisse par rapport aux prévisions antérieures à l'épidémie, et ce, de 7,6 %, soit -4,0 % en 2020, principalement en raison de l'impact de l'épidémie sur la croissance non agricole (-4,2 % en 2020). **Au cours du T2 et du T3 de 2020, l'activité économique devrait atteindre son niveau le plus bas, avant de se redresser progressivement à partir du T4.**

La reprise économique sera longue, la croissance ne retrouvant son niveau antérieur à l'épidémie qu'en 2022, au plus tôt.